

RÈGLEMENT NUMÉRO : L-11792

TITRE : Décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville et remplaçant les règlements L-11337 et L-11374

Adopté par le Conseil municipal
tel qu'amendé par les règlements suivants :

Numéro de règlement ou résolution	Titre
L-11903	Modifiant le règlement L-11792 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville de Laval

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11903

Modifiant le règlement L-11792 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville de Laval

SÉANCE extraordinaire du Conseil de la Ville de Laval, tenue le mercredi 30 novembre 2011 à 17:04 heures, au lieu ordinaire des séances dudit Conseil, conformément aux dispositions de la Loi et à laquelle assemblée étaient présents M. Gilles Vaillancourt, maire et président du Comité exécutif et les conseillers:

Benoit Fradet, membre du Comité exécutif
Basile Angelopoulos, vice-président du Comité exécutif
Alexandre Duplessis, membre du Comité exécutif
Norman Girard
Ginette Legault-Bernier
Denis Robillard
Ginette Grisé
Claire Le Bel

France Dubreuil
Yvon Martineau
Sylvie Clermont
Pierre Cléroux
Lucie Hill-Larocque
Michèle Des Trois Maisons
Yvon Bromley
Madeleine Sollazzo

formant quorum des membres du Conseil, sous la présidence de Mme Francine Légaré, présidente du Conseil;

ATTENDU que le règlement L-11792 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville de Laval a été adopté le 22 décembre 2010;

ATTENDU qu'il est nécessaire de modifier ledit règlement;

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné en vue de l'adoption du présent règlement;

SUR rapport du Comité exécutif, il est,

PROPOSÉ PAR: Basile Angelopoulos

APPUYÉ PAR: Alexandre Duplessis

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du Conseil de la Ville de Laval et il est, par le présent règlement, statué et ordonné ce qui suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11903

ARTICLE 1-

Le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article 4.2 du règlement L-11792 est remplacé par le suivant:

«1- les frais suivants pour les employés sous sa responsabilité:

- a) les frais de déplacement (kilométrage automobile, stationnement, autobus, train, avion etc.), d'hébergement, de repas etc.;
- b) les frais de congrès, séminaires, colloques et formation inférieurs à 200 \$ (avant taxes), incluant les frais de déplacement (kilométrage automobile, stationnement, autobus, train, avion etc.), d'hébergement, de repas et les frais d'inscription. Cette limite ne s'applique pas dans le cas des juges permanents de la Cour municipale lorsqu'il s'agit de frais qui se qualifient comme dépenses de fonction au sens d'un décret gouvernemental.»

ARTICLE 2-

Le paragraphe 5 du deuxième alinéa de l'article 4.4 du règlement L-11792 est remplacé par le suivant:

«5- les frais de congrès, séminaires, colloques et formation de 200 \$ ou plus (avant taxes), incluant les frais de déplacement (kilométrage automobile, stationnement, autobus, train, avion etc.), d'hébergement, de repas et les frais d'inscription, sauf dans le cas des juges permanents de la Cour municipale lorsqu'il s'agit de frais qui se qualifient comme dépenses de fonction au sens d'un décret gouvernemental;»

ARTICLE 3-

Le deuxième alinéa de l'article 4.4 du règlement L-11792 est modifié en ajoutant après le paragraphe 18, le paragraphe suivant:

«19- les travaux en régie de toute nature, dont le coût excède 25 000 \$;»

ARTICLE 4-

Le paragraphe 4.5.4 de l'article 4.5 du règlement L-11792 est remplacé par le suivant:

«Le trésorier est autorisé à effectuer, aux conditions prévues au présent paragraphe, les virements nécessaires à l'atteinte de l'objectif de réduction de la dette nette à long terme à l'ensemble des contribuables, tel que défini par les autorités municipales, à même soit les sommes prévues au budget courant pour le paiement comptant des infrastructures ou soit à l'une ou l'autre des réserves suivantes:

- la réserve financière pour les services de l'eau;
- la réserve financière dans le but de pourvoir aux dépenses relatives aux projets d'aménagement et de développement urbain structurants ainsi qu'à la réfection des infrastructures désuètes;

Un virement à même le poste budgétaire relatif au paiement comptant des infrastructures ou à même l'une ou l'autre desdites réserves ne peut être affecté que pour réduire les emprunts autorisés par des règlements d'emprunt pour des dépenses en immobilisation concernant respectivement le poste budgétaire ou la réserve financière visée. Ces virements sont effectués dès que les chiffres établissant la cible à atteindre pour rencontrer l'objectif de réduction de la dette nette à l'ensemble des contribuables sont officiellement connus.»

ARTICLE 5-

L'article 4.5 du règlement L-11792 est modifié en ajoutant après le paragraphe 4.5.5, le paragraphe suivant:

«4.5.6- Sous réserve du règlement L-11414 *Créant une réserve financière dans le but de stabiliser certaines dépenses fluctuantes* qui a préséance sur la présente disposition, le trésorier est autorisé à rembourser le fonds de

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11903

roulement d'un montant supérieur à celui prévu au budget annuel jusqu'à concurrence de l'excédent de fonctionnement de l'exercice financier à des fins fiscales. Ce remboursement est effectué dès que les chiffres sont officiellement connus.»

ARTICLE 6-

L'article 10.7 est remplacé par la suivant:

- 10.7.1 La Société de Transport de Laval est autorisée à effectuer un virement de crédits à l'intérieur de son budget jusqu'à concurrence d'un plafond établi à 200 000\$ par virement.
- 10.7.2 La Société de Transport de Laval est tenue de faire rapport au Comité exécutif de la Ville de tout virement de crédits effectué, et ce, tel que prévu à l'article 119 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (L.R.Q., c. S-30.01).
- 10.7.3 Tout virement de crédits excédant le plafond de 200 000\$ est approuvé préalablement par le Comité exécutif de la Ville de Laval.
- 10.7.4 Le rapport des virements de crédits indique l'utilisation et la provenance des crédits pour chacun des virements effectués avec une explication sommaire.
- 10.7.5 Un virement de crédits nécessaire pour effectuer une dépense qui excéderait la limite fixée ne doit pas être fractionné de façon à éviter une demande préalable d'autorisation.»

ARTICLE 7-

La section 10 du règlement L-11792 est modifié en ajoutant après l'article 10.7, l'article suivant:

«ARTICLE 10.8 Virements de crédits de Laval Technopole

- 10.8.1 Laval Technopole est autorisée à effectuer un virement de crédits à l'intérieur de son budget jusqu'à concurrence d'un plafond établi à 50 000\$ par virement.
- 10.8.2 Laval Technopole est tenue de faire rapport au Comité exécutif de la Ville de tout virement de crédits effectué.
- 10.8.3 Tout virement de crédits excédant le plafond de 50 000\$ est approuvé préalablement par le Comité exécutif de la Ville de Laval.
- 10.8.4 Le rapport des virements de crédits indique l'utilisation et la provenance des crédits pour chacun des virements effectués avec une explication sommaire.
- 10.8.5 Un virement de crédits nécessaire pour effectuer une dépense qui excéderait la limite fixée ne doit pas être fractionné de façon à éviter une demande préalable d'autorisation.»

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11903

ARTICLE 8- Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

ADOPTÉ



Gilles Vaillancourt, maire et président du Comité exécutif



Francine Légaré, présidente du Conseil



Me Guy Collard, greffier ou
Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE LAVAL

AVIS DE PUBLICATION

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que le Conseil municipal a adopté, à sa séance du mercredi 30 novembre 2011, le règlement suivant:

L-11903 modifiant le règlement L-11792 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville de Laval.

AVIS est de plus donné que ledit règlement est présentement en vigueur et qu'il est déposé au bureau du Greffier, au 1 Place du Souvenir, Ville de Laval, à la disposition et pour l'information de tous les citoyens.

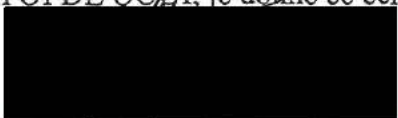
DONNÉ À LAVAL
CE 3 décembre 2011 /


Me Guy Collard, greffier

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je soussigné, Me Guy Collard, greffier, certifie que l'avis dont le texte précède a été affiché le 5 décembre 2011 à l'hôtel de ville de Laval, 1, Place du Souvenir, Chomedey, Ville de Laval, et publié dans l'édition du samedi 3 décembre 2011 du journal Courrier Laval circulant dans la Ville de Laval.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat ce 6 décembre 2011.


Me Guy Collard, greffier

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

Décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville et remplaçant les règlements L-11337 et L-11374

SÉANCE extraordinaire du Conseil de la Ville de Laval, tenue le mercredi 22 décembre 2010 à 17:35 heures, au lieu ordinaire des séances dudit Conseil, conformément aux dispositions de la Loi et à laquelle séance étaient présents M. Gilles Vaillancourt, maire et président du Comité exécutif et les conseillers:

Benoit Fradet, membre du Comité exécutif
Basile Angelopoulos, vice-président du Comité exécutif
Jocelyne Guertin, membre du Comité exécutif
Alexandre Duplessis, membre du Comité exécutif
Norman Girard
Ginette Legault-Bernier
Denis Robillard
Ginette Grisé
Jacques St-Jean

Claire Le Bel
Martine Beaugrand
France Dubreuil
Yvon Martineau
Sylvie Clermont
Pierre Cléroux
Lucie Hill-Larocque
Yvon Bromley
Jean-Jacques Beldié

formant quorum des membres du Conseil, sous la présidence de Mme Francine Légaré, présidente du Conseil;

ATTENDU QUE, pour assurer la bonne marche des affaires de la Ville de Laval, il y a lieu d'énumérer de façon ordonnée certains pouvoirs qui relèvent du Comité exécutif en vertu de la loi ou d'un règlement et les pouvoirs qui sont délégués, par le présent règlement, au Comité exécutif ou aux fonctionnaires ou employés de la Ville dans la mesure et suivant les dispositions prévues par la loi;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 477 de la *Loi sur les cités et villes L.R.Q., c. C-19*, le Conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

ATTENDU QUE ce règlement doit prévoir notamment le moyen utilisé pour garantir la disponibilité des crédits préalablement à la prise de toute décision autorisant une dépense, lequel moyen peut varier selon l'autorité qui accorde l'autorisation de dépenses ou le type de dépenses projetées;

ATTENDU QUE le Conseil peut, en vertu du paragraphe h) du premier alinéa de l'article 46 de la *Charte de la Ville de Laval* déléguer tout pouvoir au Comité exécutif sauf celui de faire des règlements, d'imposer une taxe ou de nommer ou fixer le traitement du directeur général et de ses adjoints ou des directeurs de service ou de leurs adjoints;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*, le Conseil ou le Comité exécutif peuvent, chacun à l'intérieur de leur juridiction respective en matière d'autorisation de dépenses, déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats en conséquence pour la municipalité;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 73.2 de la *Loi sur les cités et villes*, le conseil peut déléguer à tout fonctionnaire ou employé de la municipalité qui n'est pas un salarié au sens du *Code du travail* (*L.R.Q., c. C-27*) le pouvoir d'engager tout fonctionnaire ou employé qui est un tel salarié et, par conséquent, le pouvoir d'autoriser une dépense à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 73.2 de la *Loi sur les cités et villes*, un engagement de salarié n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 477, des crédits sont disponibles à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 477.1 de la *Loi sur les cités et villes*, un règlement ou une résolution du Conseil ou du Comité exécutif qui autorise une dépense n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 477, des crédits sont disponibles pour les fins auxquelles la dépense est projetée;

ATTENDU QUE, en vertu du quatrième alinéa de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*, une autorisation de dépenses accordée en vertu d'une délégation n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 477, des crédits sont disponibles à cette fin;

ATTENDU QUE l'article 105.4, et les cinquième et sixième alinéas de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*, prévoient les modalités de rapport (reddition de comptes) au Conseil ou au Comité exécutif pour fins de contrôle et de suivi budgétaires;

ATTENDU que le règlement L-11337 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaire et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de Laval a été adopté le 19 décembre 2007 et a été modifié le 12 mars 2008 par le règlement L-11374;

ATTENDU qu'il y a lieu de remplacer le règlement numéro L-11337, tel qu'amendé par le règlement L-11374, décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville et abrogeant les règlements L-4 et L-43 déléguant au Comité exécutif de la Ville divers pouvoirs et le règlement L-10641 et ses amendements régissant les virements de crédits;

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné en vue de l'adoption du présent règlement;

SUR rapport du Comité exécutif, il est,

PROPOSÉ PAR: Lucie Hill-Larocque

APPUYÉ PAR: France Dubreuil

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ:

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du Conseil de la Ville de Laval et il est, par le présent règlement, statué et ordonné ce qui suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

SECTION 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1.1 Dans le présent règlement, les mots et expressions qui suivent signifient :

« Ville » :	La Ville de Laval;
« Conseil » :	Le Conseil municipal de la Ville de Laval;
« Comité exécutif » :	Le Comité exécutif de la Ville de Laval;
« Directeur général » :	Le directeur général de la Ville de Laval ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, le directeur général adjoint ou l'adjoint au directeur général;
« Trésorier » :	Le trésorier de la Ville de Laval ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, le trésorier adjoint;
« Directeur » :	Directeur d'un service ou d'un bureau de la Ville de Laval ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, leur adjoint ou leur assistant;
« Personnel cadre » :	Fonctionnaire ou employé de la Ville de Laval occupant entre autres les fonctions de superviseur, chef de division, adjoint administratif, contrôleur, surintendant, coordonnateur et surintendant général;
« Responsable d'activité budgétaire » :	Fonctionnaire ou employé de la Ville de Laval responsable d'une enveloppe budgétaire qui lui a été confiée;
« Exercice » :	Période comprise entre le 1 ^{er} janvier et le 31 décembre d'une année.

ARTICLE 1.2 La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte automatiquement la délégation de l'exercice de ce pouvoir au fonctionnaire qui agit comme supérieur hiérarchique et au Comité exécutif.

ARTICLE 1.3 Dans tous les cas, le directeur général est autorisé à se réserver ou à limiter l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire de la Ville en vertu du présent règlement.

ARTICLE 1.4 Le Comité exécutif peut aussi se réserver ou limiter l'exercice d'un pouvoir délégué à un fonctionnaire de la Ville en vertu du présent règlement.

ARTICLE 1.5 Le présent règlement ne peut d'aucune façon être interprété comme pouvant permettre de passer outre aux dispositions prévues dans les différents règlements et lois régissant les activités de la Ville.

ARTICLE 1.6 Le présent règlement n'a pas pour effet de modifier le rôle qu'un fonctionnaire est appelé à jouer en vertu de la loi.

SECTION 2 OBJECTIFS DU RÈGLEMENT

ARTICLE 2.1 Le présent règlement établit :

- 2.1.1 les règles de contrôle et de suivi budgétaires que tous les fonctionnaires et employés concernés de la Ville doivent suivre;
- 2.1.2 les règles de responsabilité et de fonctionnement requises pour que toute dépense à être engagée ou effectuée par un fonctionnaire ou un employé de la Ville, y compris l'engagement d'un salarié, soit dûment autorisée après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

- 2.1.3 les règles de délégation concernant les pouvoirs que le conseil accorde ou continue à accorder au Comité exécutif;
- 2.1.4 les règles de délégation d'autorisation de dépenses que respectivement le Conseil ou le Comité exécutif donnent en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*;
- 2.1.5 les règles de suivi et de rapport (reddition de comptes budgétaires) que le trésorier et les autres responsables d'activité budgétaire de la Ville doivent suivre.

ARTICLE 2.2

Le présent règlement s'applique à toute affectation de crédits imputable aux activités financières ou aux activités d'investissement de l'exercice courant que le Conseil peut être amené à adopter par résolution ou règlement.

SECTION 3

PRINCIPES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

ARTICLE 3.1

Les crédits nécessaires aux activités financières et aux activités d'investissement de la Ville doivent être approuvés par le Conseil préalablement à leur affectation à la réalisation des dépenses qui y sont reliées. Cette approbation de crédits revêt la forme d'un vote des crédits exprimé selon l'un des moyens suivants :

- 1- l'adoption par le Conseil du budget annuel ou d'un budget supplémentaire;
- 2- l'adoption par le Conseil d'un règlement d'emprunt;
- 3- l'adoption par le Conseil d'une résolution ou d'un règlement par lequel des crédits sont affectés à partir de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières ou de fonds réservés.

ARTICLE 3.2

Pour pouvoir être effectuée ou engagée, toute dépense doit être dûment autorisée par le Conseil, le Comité exécutif ou un responsable d'activité budgétaire conformément aux règles de délégation prescrites aux sections 4 et 5, après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires.

ARTICLE 3.3

Tout fonctionnaire ou employé de la Ville est responsable d'appliquer et de respecter rigoureusement le présent règlement en ce qui le concerne.

Tout responsable d'activité budgétaire doit observer le présent règlement lorsqu'il autorise une dépense relevant de sa responsabilité avant qu'elle ne soit engagée ou effectuée. Il ne peut autoriser que les dépenses relevant de sa compétence et n'engager les crédits prévus à son budget que pour les fins auxquelles ils sont affectés.

Tout responsable d'activité budgétaire doit se conformer à la politique d'approvisionnement en vigueur à la Ville et respecter en tout temps les dispositions de la loi en matière d'attribution de contrat.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

SECTION 4 DÉLÉGATION GÉNÉRALE

ARTICLE 4.1 DÉLÉGATION DU POUVOIR D'AUTORISER DES DÉPENSES

Les responsables d'activité budgétaire sont autorisés à dépenser et contracter au nom de la Ville à la condition formelle de n'engager ainsi le crédit de la Ville que pour l'exercice courant et dans la limite des enveloppes budgétaires sous leur responsabilité. L'autorisation n'est valide que jusqu'à concurrence des montants indiqués ci-dessous incluant toutes taxes:

Personnel cadre : 0 à 5 000 \$;
Directeur général et directeurs : de 5 000\$ à inférieur à 25 000 \$.

ARTICLE 4.2 DIRECTEUR

Nonobstant ce qui précède, les dépenses particulières suivantes ne peuvent être autorisées, à l'intérieur des montants prévus à l'article 4.1 que par un directeur :

- 1- les frais de déplacement des employés sous leur responsabilité excluant les frais de congrès, séminaires, colloques et formation ;
- 2- le règlement de toutes réclamations adressées contre la Ville inférieures à 1 000\$ ne peut être autorisé que par le directeur du Service du greffe ou du Service du contentieux ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, leur adjoint ou leur assistant.

ARTICLE 4.3 DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nonobstant ce qui précède les dépenses particulières suivantes ne peuvent être autorisées, à l'intérieur des montants prévus à l'article 4.1 que par le directeur général :

- 1- les frais de déplacement des directeurs de service ou bureaux;

ARTICLE 4.4 COMITÉ EXÉCUTIF

L'autorisation de toutes dépenses de 25 000\$ ou plus reste sous la responsabilité du Comité exécutif.

De plus, seul le Comité exécutif peut autoriser :

- 1- les contrats de services professionnels et les contrats d'assurances sous réserve du paragraphe 5.1.2 de l'article 5.1;
- 2- la location et l'acquisition d'immeubles et terrains;
- 3- tout coût supplémentaire affectant un contrat accordé par le Comité exécutif pour la réalisation de travaux;
- 4- toute dépense découlant d'un appel d'offre peu importe le montant;
- 5- les frais de congrès, séminaires, colloques et formation;
- 6- le règlement de toutes réclamations adressées contre la Ville de 1 000\$ ou plus;
- 7- les contributions à divers organismes et les participations financières sous réserve du paragraphe 4.5.5 de l'article 4.5 du présent règlement;
- 8- les emprunts temporaires pour les fins prévues par la loi qui régit la Ville;
- 9- les emprunts au fonds de roulement;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

- 10- les appropriations de crédits disponibles au fonds de parcs et terrains de jeux, au fonds versés par les promoteurs immobiliers pour l'aménagement de parcs et au fonds spécial pour le remembrement de terrains à des fins agricoles;
- 11- l'approbation de tous les procès-verbaux d'assemblées publiques de consultation des citoyens tenues en vertu d'une loi ;
- 12- la désignation de la personne ou du service à qui l'officier de la publicité de droits doit s'adresser pour la transmission des documents de mutation immobilière tel que prévu à l'article 10 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières* (L.R.Q., c.D-15.1);
- 13- l'approbation des plans particuliers de constructions de bâtiments industriels exigés par une clause prévue au contrat de vente d'un terrain industriel effectué , par la Ville, en vertu, entre autres, de la *Loi sur les immeubles industriels municipaux* (L.R.Q. c. I-0.1) et qui sont en sus des plans exigés par le règlement de construction de la Ville pour l'émission d'un permis de construction;
- 14- les engagements de crédit qui ne nécessitent pas l'autorisation préalable du ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire prévue à l'article 29.3 de la *Loi sur les cités et villes*;
- 15- la vente, de gré à gré, des obligations municipales émises par la Ville à la personne choisie par le Comité exécutif pour le financement des règlements d'emprunt adoptés par le Conseil municipal et qui sont en vigueur après en avoir obtenu la permission du Ministre des Finances, conformément à l'article 554 de la *Loi sur les cités et villes*;
- 16- l'emprunt de gré à gré, sur billet pour le financement des règlements d'emprunt adoptés par le Conseil municipal et qui sont en vigueur après en avoir obtenu la permission du Ministre des Finances, conformément à l'article 555.2 et 554 de la *Loi sur les cités et villes*;
- 17- l'émission, lorsque la loi permet de le faire, d'obligations au régime de retraite des employés de la Ville, qui sont requises pour acquitter toutes ou partie des cotisations payables relativement à un déficit actuariel technique et à une somme établie en application du paragraphe 4 du deuxième alinéa de l'article 137 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., c. R-15.1) que détermine une évaluation actuarielle visée par la loi;
- 18- l'octroi au Ministre des finances du mandat de recevoir et d'ouvrir les soumissions prévues aux articles 554 et 555 de la *Loi sur les cités et villes* ou tout autre demande concernant l'émission d'obligations ou d'emprunt;

Le conseil peut par règlement et le Comité exécutif peut par résolution, conformément à la loi et notamment à la *Loi sur les travaux municipaux* (L.R.Q., chapitre T-14), ordonner l'exécution de travaux municipaux de toute nature, incluant les travaux de réparation ou d'entretien, quelque soit la source de financement utilisée.

ARTICLE 4.5

TRÉSORIER

- 4.5.1 Le trésorier est autorisé à effectuer les paiements pour toutes les dépenses visées précédemment.
- 4.5.2 Le trésorier est autorisé à payer les dépenses suivantes pourvu que des crédits suffisants aient été prévus au budget et ce, nonobstant les limites monétaires imposés au présent article :

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

- 1- les salaires, rémunérations, frais de déplacement et de représentation dus aux employés de la Ville et aux membres du Conseil;
- 2- les versements des contributions aux assurances, aux fonds de pension et autres régimes de bénéfices sociaux des employés de la Ville;
- 3- les montants dus par la Ville à une autorité gouvernementale en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;
- 4- les paiements résultant de tout jugement émanant d'un tribunal judiciaire ou quasi-judiciaire ou résultant de toute décision prise en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1)* ou de toute autre loi et impliquant un remboursement de taxes ou d'une autre somme d'argent;
- 5- les remboursements de billets, d'obligations et de coupons d'intérêts sur le service de dette;
- 6- le maintien d'un fonds de petite caisse;
- 7- les dépenses courantes d'électricité, de gaz naturel, d'huile à chauffage et de téléphone;
- 8- les frais de poste et messagerie;
- 9- les dépenses à caractère répétitif en vertu des contrats octroyés par la Ville, notamment l'enlèvement des rebuts, l'achat de sel, de sable, de chlore, de gazoline, les contrats de services, d'assurances et d'assurances-collectives;
- 10- la remise d'emprunts temporaires et frais d'intérêts sur ces emprunts et frais de banque.

4.5.3 Le trésorier est autorisé à octroyer, au nom de la municipalité, un contrat de vente d'obligations ou un emprunt sur billet pour le financement des règlements d'emprunt adoptés par le Conseil municipal aux conditions suivantes :

- 1- l'émission d'obligations ou l'emprunt sur billet a été préalablement autorisé par le Comité exécutif afin d'obtenir le financement prévu par un règlement d'emprunt adopté par le Conseil municipal et qui est en vigueur;
- 2- la vente d'obligations ou l'emprunt sur billet est fait par voie d'adjudication sur réception de soumissions écrites, après avis public, à la personne y ayant droit, conformément aux dispositions de la loi.

Le trésorier doit faire rapport au Comité exécutif du contrat de vente d'obligations ou d'emprunt sur billet adjugé en vertu du présent article, au plus tard à la première séance suivant cette adjudication.

4.5.4 Le trésorier est autorisé à effectuer les virements nécessaires à l'atteinte de l'objectif de réduction de la dette nette à long terme à l'ensemble des contribuables, tel que défini par les autorités municipales, à même les réserves pour les infrastructures désuètes et les services de l'eau, et des sommes prévues au budget courant pour le paiement comptant des infrastructures, en réduisant respectivement les emprunts autorisés par des règlements d'emprunt pour des dépenses en immobilisation, pour chacun des secteurs concernés par les réserves ou le poste budgétaire. Ces virements sont effectués dès que les chiffres établissant la cible à atteindre pour rencontrer l'objectif de réduction de la dette net à l'ensemble des contribuables, sont officiellement connus.

- 4.5.5 Le trésorier est autorisé à effectuer les paiements relatifs aux subventions prévues aux programmes d'amélioration de l'habitat, découlant de l'application d'une entente avec la Société de l'habitation du Québec, (S.H.Q.), pour tous les programmes dont la Ville est mandataire et notamment pour le programme de logements adaptés pour aînés autonomes (LAAA), pour le programme d'adaptation à domicile (PAD) et le programme d'aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite.

SECTION 5 DÉLÉGATION PARTICULIÈRE À CERTAINS SERVICES

ARTICLE 5.1 DIRECTEUR DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

- 5.1.1 Le directeur du Service des ressources humaines ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, son adjoint ou son assistant, autorise, conformément et à l'intérieur uniquement de ce qui est prévu dans les conventions collectives de travail :

- 1- les mouvements du personnel permanent dans la même unité d'accréditation;
- 2- l'assignation du personnel temporaire selon la liste des noms d'employés inclus dans une convention collective déjà approuvée;
- 3- les départs à l'exception du congédiement;
- 4- les congés sans solde et autres avantages prévus aux conventions de travail ou par la législation du monde du travail;
- 5- l'aide financière prévue à la politique d'autoformation qui est autorisée par le Comité exécutif.

- 5.1.2 Le directeur du Service des ressources humaines, ou en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, son adjoint ou son assistant, est autorisé, à l'intérieur des montants prévus à l'article 4.1 du présent règlement, et en respectant les règles en matière d'achat et de la gestion contractuelle, à conclure les contrats de services en matière de vérification et d'enquête concernant le personnel incluant les vérifications et enquêtes au niveau de l'embauche initiale.

- 5.1.3 Le directeur du Service des ressources humaines doit déposer au Comité exécutif un rapport mensuel d'information dans les délais et suivant les modalités prévues à la section 9, le tout conformément à la loi.

ARTICLE 5.2 COMITÉ EXÉCUTIF

Sauf pour les matières prévues par la loi concernant le directeur général, les directeurs de services et leurs adjoints respectifs, le Comité exécutif continue à autoriser:

- 1- l'embauche du personnel permanent conformément aux conventions collectives de travail et aux recueils de conditions de travail;
- 2- l'embauche du personnel contractuel conformément aux recueils de conditions de travail;
- 3- l'embauche du personnel temporaire à l'exception de l'assignation du personnel prévu à l'article 5.1;
- 4- les conventions collectives de travail, les recueils de conditions de travail et les lettres d'entente;

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

- 5- les mesures disciplinaires et les congédiements;
- 6- les mouvements permanents du personnel intra et inter-groupes (non-syndiqués);
- 7- la création de postes et les modifications de structures organisationnelles;
- 8- la nomination des assistants directeurs.

ARTICLE 5.3 DIRECTEUR DU SERVICE DES ACHATS ET DE LA GESTION CONTRACTUELLE

Le directeur du Service des achats et de la gestion contractuelle ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir, son adjoint ou son assistant, nommé, conformément à la *Politique d'approvisionnement*, les membres du comité de sélection qui a la responsabilité de voir à l'analyse des soumissions conformes déposées dans le cadre du régime d'appels d'offres.

SECTION 6 MODALITÉS GÉNÉRALES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

ARTICLE 6.1 Pour vérifier la disponibilité des crédits préalablement à l'autorisation d'une dépense, le responsable de l'activité budgétaire concerné s'appuie sur le système comptable en vigueur dans la Ville. Il en est de même pour le trésorier ou le directeur général le cas échéant, lorsque l'un ou l'autre doit autoriser une dépense ou soumettre une dépense pour autorisation au Comité exécutif conformément aux règles de délégation en vigueur.

ARTICLE 6.2 Si la vérification des crédits disponibles démontre une insuffisance budgétaire, le responsable d'activité budgétaire ou le trésorier ou le directeur général le cas échéant, doit suivre les règles prévues à l'article 9.1 du présent règlement.

ARTICLE 6.3 Un fonctionnaire ou employé qui n'est pas un responsable d'activité budgétaire ne peut autoriser lui-même quelque dépense que ce soit. Il peut toutefois effectuer une dépense, qui a été dûment autorisée au préalable, s'il en a reçu le mandat ou si sa description de tâches le prévoit.

ARTICLE 6.4 Le directeur général est responsable du maintien à jour du présent règlement. Il doit présenter au Comité exécutif qui soumet au Conseil pour adoption, s'il y a lieu, tout projet de modification dudit règlement qui s'avérerait nécessaire pour l'adapter à de nouvelles circonstances ou à un changement législatif l'affectant.

Le directeur général, de concert avec le trésorier, est responsable de voir à ce que des contrôles internes adéquats soient mis et maintenus en place pour s'assurer de l'application et du respect du règlement par tous les fonctionnaires et employés de la Ville.

SECTION 7 ENGAGEMENTS S'ÉTENDANT AU-DELÀ DE L'EXERCICE COURANT

ARTICLE 7.1 Toute autorisation d'un engagement de dépenses qui s'étend au-delà de l'exercice courant doit au préalable faire l'objet d'une vérification des crédits disponibles pour la partie imputable dans l'exercice courant.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

ARTICLE 7.2

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, chaque responsable d'activité budgétaire doit s'assurer que son budget couvre les dépenses engagées antérieurement qui doivent être imputées aux activités financières de l'exercice et dont il est responsable. Le trésorier de la Ville doit s'assurer que les crédits nécessaires à ces dépenses sont correctement pourvus au budget.

SECTION 8

DÉPENSES PARTICULIÈRES

ARTICLE 8.1

Certaines dépenses sont de nature particulière, telles :

- 1- les dépenses d'électricité, de chauffage et de télécommunication, lesquelles sont payées sur réception de facture;
- 2- les dépenses inhérentes à l'application des conventions collectives ou reliées aux conditions de travail et au traitement de base;
- 3- les engagements relatifs aux avantages sociaux futurs;
- 4- les quotes-parts des organismes supramunicipaux;
- 5- les contributions nécessaires pour couvrir les déficits des organismes inclus dans le périmètre comptable et la part des déficits des partenariats auxquels participe la Ville;
- 6- les provisions et affectations comptables.

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, chaque responsable d'activité budgétaire concerné doit s'assurer que son budget couvre les dépenses particulières dont il est responsable. Le trésorier de la Ville doit s'assurer que les crédits nécessaires à ces dépenses particulières sont correctement pourvus au budget.

ARTICLE 8.2

Bien que les dépenses particulières dont il est question à l'article 8.1 se prêtent peu à un contrôle a priori, elles sont soumises comme toute autre dépense aux règles de rapport, suivi et de reddition de comptes budgétaires prescrites à la section 9 du présent règlement.

ARTICLE 8.3

Lorsqu'une situation imprévue survient, telle la conclusion d'une entente hors cour ou d'une nouvelle convention collective, le trésorier doit s'assurer de pourvoir aux crédits additionnels requis. Il peut procéder s'il y a lieu aux virements budgétaires appropriés en accord avec le directeur général et en conformité avec les règles régissant les virements de crédits énumérées à la section 10.

SECTION 9

RAPPORT, SUIVI ET REDDITION DE COMPTES BUDGÉTAIRES

ARTICLE 9.1

Tout responsable d'activité budgétaire doit effectuer régulièrement un suivi de son budget et rendre compte immédiatement à son supérieur hiérarchique dès qu'il anticipe une variation budgétaire. Il doit justifier ou expliquer par écrit tout écart budgétaire défavorable constaté ou anticipé et présenter s'il y a lieu une demande de virement budgétaire sujet aux approbations prévues à la section 10 régissant les virements de crédits.

Si la variation budgétaire ne peut se résorber par virement budgétaire, le directeur général de la Ville doit en informer le Comité exécutif qui doit en faire rapport au Conseil et, s'il y a lieu, lui soumettre, pour adoption, une proposition de budget supplémentaire pour les crédits additionnels requis.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

ARTICLE 9.2 Comme prescrit par l'article 105.4 de la *Loi sur les cités et villes*, le trésorier doit au cours de chaque semestre préparer et déposer, lors d'une séance du Conseil, deux états comparatifs portant sur les revenus et les dépenses de la Ville.

ARTICLE 9.3 Afin que la Ville se conforme à l'article 82 et au cinquième alinéa de l'article 477.2 de la *Loi sur les cités et villes*, le trésorier doit aussi préparer et déposer périodiquement au Comité exécutif un rapport des dépenses autorisées par tout responsable d'activité budgétaire dans le cadre de la délégation permise à la section 4 et des modalités prévues à la section 6. Ce rapport peut consister en une liste des déboursés effectués.

ARTICLE 9.4 Dans le cadre des paiements effectués par le trésorier à l'intérieur de programmes de la Société d'habitation du Québec, tel que prévu au paragraphe 4.5.5 de l'article 4.5 du présent règlement, le directeur du service de l'urbanisme dépose au Comité exécutif un rapport mensuel d'information sur les subventions versées en vertu desdits programmes d'amélioration de l'habitat.

SECTION 10 VIREMENTS DE CRÉDITS

ARTICLE 10.1 Le système budgétaire comprend plusieurs paliers décisionnels et il y a lieu d'orienter les règles de virements de crédits effectués dans le cadre des activités financières du budget courant en fonction de la gestion des services de la Ville. Les termes utilisés suivants proviennent de la combinaison comptable :

- 1- Centre de responsabilité (Service, division);
- 2- Objectif (sous-programme);
- 3- Compte.

ARTICLE 10.2 Virements nécessitant l'approbation du Conseil municipal

10.2.1 Virements de crédits suite à des revenus supplémentaires :

Tout virement de crédits dont la source de financement provient de revenus supplémentaires non prévus au budget nécessite l'approbation du Conseil municipal, à l'exception des subventions, des remboursements d'assurance et des remboursements de dépenses par un requérant.

ARTICLE 10.3 Virements nécessitant l'approbation du Comité exécutif seulement

10.3.1 Virements de crédits entre Services ou Bureaux : tout virement d'un Service ou Bureau à un autre.

10.3.2 Virements de crédits de réserve pour dépenses générales (codification 28101-1751) : les virements concernant les dépenses générales vers un autre centre de responsabilité ou objectif d'un Service ou d'un Bureau.

ARTICLE 10.4 Virements nécessitant l'approbation du directeur général seulement

10.4.1 Les virements de crédits entre les « responsabilités ou objectifs », à l'intérieur d'un Service ou Bureau.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

ARTICLE 10.5 Virements nécessitant l'approbation du directeur seulement

10.5.1 Les virements de crédits à l'intérieur d'un même centre de responsabilité et objectif d'un Service ou Bureau.

ARTICLE 10.6 Virements nécessitant l'approbation du trésorier seulement

10.6.1 Les virements de crédits de réserve pour remplacement d'employés absents pour maladie et/ou accident de travail (codification 28101-1751-00-111390 et 53503-3112-00-111140).

ARTICLE 10.7 Virements de crédits de la Société de transport de Laval (STL)

10.7.1 La Société de transport de Laval est autorisée à effectuer un virement de crédit à l'intérieur de son budget jusqu'à concurrence d'un plafond établi à 200 000\$.

10.7.2 La Société de transport de Laval est tenue de faire rapport au Comité exécutif de la Ville de tout virement de fonds effectué, et ce, tel que prévu à l'article 119 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun*, (*L.R.Q., c. S-30.01*).

10.7.3 Tout virement de crédits excédant le plafond de 200 000\$ est approuvé préalablement par le Comité exécutif de la Ville de Laval.

10.7.4 Le rapport des virements de crédits indique l'utilisation et la provenance des fonds pour chacun des virements effectués avec une explication sommaire.

10.7.5 Un virement qui excéderait une limite fixée ne doit pas être scindé de façon à faire l'objet de multiples autorisations.

SECTION 11 RÈGLEMENTS ABROGÉS

ARTICLE 11.1 Les règlements L-11337 et L-11374 sont abrogés à toutes fins que de droit, et remplacé par le présent règlement.

SECTION 12 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 12.1 Sauf en ce qui concerne les abrogations de règlements prévues à l'article 11.1, rien dans le présent règlement ne peut être interprété comme une modification ou une restriction aux pouvoirs et devoirs déjà attribués au Comité exécutif ou à certains fonctionnaires ou employés par la loi, par un règlement ou par une résolution. Le présent règlement a, sauf pour les modifications apportées, un caractère de refonte.
Toute référence aux règlements abrogés constitue une référence au présent règlement.

RÈGLEMENT NUMÉRO L-11792

SECTION 13 ENTRÉE EN VIGUEUR

ARTICLE 13.1 Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ

[REDACTED]

Gilles Vaillancourt, maire et président du Comité exécutif

[REDACTED]

Francine Légaré, présidente du Conseil

[REDACTED]

Me Guy Collard, greffier ou
Me Chantal Sainte-Marie, greffière adjointe

AVIS DE PUBLICATION

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que le Conseil municipal a adopté, à sa séance du mercredi 22 décembre 2010, les règlements suivants:

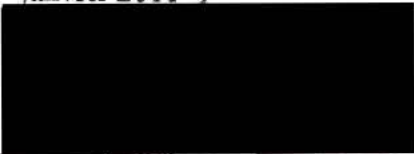
L-11790 modifiant le règlement L-10829 concernant la création des différents services et bureaux de la Ville et établissant le champ de leurs activités;

L-11791 concernant la procédure de séance et les règles de régie interne du Conseil municipal et remplaçant le règlement L-5480 et ses amendements;

L-11792 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires et les délégations requises au Comité exécutif et aux fonctionnaires et employés de la Ville et remplaçant les règlements L-11337 et L-11374

AVIS est de plus donné que lesdits règlements sont présentement en vigueur et qu'ils sont déposés au bureau du Greffier, au 1 Place du Souvenir, Ville de Laval, à la disposition et pour l'information de tous les citoyens.

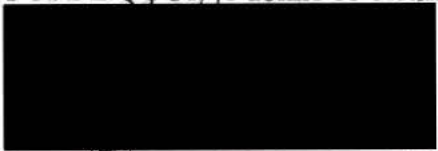
DONNÉ À LAVAL
CE 1^{er} janvier 2011


Me Guy Collard, greffier

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je soussigné, Me Guy Collard, greffier, certifie que l'avis dont le texte précède a été affiché le mercredi 5 janvier 2011 à l'hôtel de ville de Laval, 1, Place du Souvenir, Chomedey, Ville de Laval, et publié dans l'édition du 3 janvier 2011 du journal Courrier Laval circulant dans la Ville de Laval.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat ce 6 janvier 2011.


Me Guy Collard, greffier